

FORMATION Le projet pilote ES Santé francophone mis en route au ceff, à Saint-Imier, suit son cours et répond aux objectifs fixés

«Cette filière correspond à un véritable besoin de la branche»

PHILIPPE OUDOT

Projet pilote lancé en automne 2012, la filière ES en soins infirmiers (voir «Rappel des faits») se déroule conformément aux attentes et «répond à un véritable besoin de la branche en personnel soignant». Tel est, en substance, le message délivré hier à Saint-Imier par les divers acteurs du projet. Suite au tollé des cantons romands qui ne forment plus les infirmiers que dans des HES, ce projet pilote a été gelé ce printemps par le directeur de l'Instruction publique Bernhard Pulver, l'expérience n'étant menée à son terme que pour les deux volées en formation.

Chef de la section francophone à l'Office de l'enseignement secondaire du 2e degré et de la formation professionnelle, Florent Cosandey a rappelé que si, depuis 10 ans, la formation d'infirmier passe obligatoirement par une HES en Suisse romande, tel n'est pas le cas outre-Sarine, «où 80 à 90% des infirmiers sont titulaires d'un diplôme ES». Et si Berne a choisi de lancer ce projet-pilote, mis sur pied en collaboration avec le Berner Bildungszentrum Pflege de Berne, «c'est pour ré-

RAPPEL DES FAITS

La filière ES en soins infirmiers a été lancée sur l'initiative des établissements actifs dans le domaine de la santé. Ce projet-pilote unique en Suisse romande se déroule sur trois ans, avec trois périodes de six mois de cours théoriques délivrés au ceff, à Saint-Imier, alternés avec trois fois six mois de stages pratiques. Actuellement, deux volées sont en formation. La 1re (16 étudiants) a démarré en septembre 2012, et la 2e (21) en février 2013. Cette filière est accessible aux titulaires d'un CFC (principalement d'assistant en soins et santé communautaire), contrairement à la formation HES où la maturité est nécessaire.



Unis pour défendre la filière (de g. à dr.): Cédric Mafille, Florent Cosandey, Guy Lévy (secrétaire général adjoint de la DIP), Gérard Mathez, Anne-Sophie Wüthrich (responsable de la filière) et Serge Rohrer. OLIVIER GRESSSET

pondre à la demande des employeurs de la région dans le domaine de la santé, qui sont confrontés à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée».

Un réel besoin

Coprésident de l'ORTRA (Organisation du monde du travail santé-social) Berne francophone, qui regroupe 32 établissements du Jura bernois et de Bienne, Gérard Mathez a martelé que cette formation, qui donne pleine satisfaction dans la partie alémanique du canton, répond aussi à un besoin dans la partie francophone. Au passage, il a rappelé qu'avant l'instauration des HES, la formation d'infirmier (Croix-Rouge, diplôme 1, ndlr) correspondait à celle que délivrent les ES.

A ses yeux, il manque clairement en Suisse romande un échelon entre le CFC d'assistant en soins et santé communautaire (ASSC) et la formation d'infirmier HES – situation qu'il a qualifiée d'«aberrante». Et d'assimiler le refus d'une formation ES des cantons romands à une forme de protectionnisme pour leur filière HES, sans tenir compte des besoins réels en personnel. Pour sa part, Cédric Mafille,

chef du département des soins à l'Hôpital du Jura bernois (HJB), a insisté sur la menace de pénurie en personnel infirmier en Suisse, «estimée à 4200 personnes par an à l'horizon 2020». Et si, aujourd'hui, l'HJB n'est pas trop touché, la situation n'en est pas moins inquiétante, car plus de la moitié des infirmiers ont un diplôme qui n'a pas été délivré en Suisse. «Chez nous, 38% des infirmiers ont été formés en France, et beaucoup ont un statut de frontalier. Ce n'est pas une pratique durable à long terme», a-t-il averti, ajoutant que cette filière ES permet justement de recruter

du personnel issu de la région. Et de répéter que celle-ci n'est pas concurrente, mais complémentaire à la formation HES.

En voie de reconnaissance

Directeur du ceff, Serge Rohrer a quant à lui indiqué que la procédure de reconnaissance de la filière de niveau tertiaire non universitaire était en cours auprès des instances fédérales. Un premier audit a déjà eu lieu ce printemps et a été très positif. Deux autres sont encore prévus au printemps 2014, puis au début de 2015. ●

FILIÈRE MAINTENUE OU ABANDONNÉE?

Comme l'a indiqué Florent Cosandey, un rapport d'évaluation intermédiaire portant sur ces deux volées et sur la pertinence de cette filière sera publié durant l'été 2014. C'est sur cette base que Bernhard Pulver décidera – ou non – de la pérenniser. S'il ne fait aucun doute que les établissements de soins vont plébisciter cette formation, le conseiller d'Etat tranchera néanmoins après discussion avec les cantons romands. A ce propos, Florent Cosandey a indiqué qu'il y avait quelques signes positifs. Ainsi, le Valais songe lui aussi à introduire une telle filière à Viège, en 2014 ou 2015. Dans le cadre de son Masterplan «formation aux professions de la santé», la Confédération souhaite pousser les Romands à faire preuve de plus de souplesse avec cette filière ES. Et du côté des ORTRA de Suisse romande, des signes d'ouverture sont aussi perceptibles, a relevé Gérard Mathez. Dans ce contexte, les institutions du domaine de la santé et les milieux politiques de la région auront un rôle clé à jouer pour faire valoir la pertinence de cette formation. ● PHO